

ANNEXE [XX]: RÈGLEMENT GÉNÉRAL POUR LA PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES (RGPD) pour le SPRB

Les présentes clauses font partie intégrante du cahier des charges. Elle sont approuvées, par le pouvoir adjudicateur, à l'occasion de l'adoption du cahier des charges et, par l'adjudicataire, par le dépôt de son offre.

1. PERSONNES DE CONTACT

Les coordonnées des personnes de contact permettant l'application de la présente annexe doivent être complétées dans le tableau ci-dessous.

Il est possible que plusieurs entités soient responsables du traitement (voir définition ci-dessous), notamment en cas de marché conjoint (exemple : Bruxelles Mobilité et le SPRB). Dans ce cas, ils doivent tous être listés dans le tableau ci-dessous.

Fonction	Nom (et prénom le cas échéant)	Adresse postale	Adresse e-mail	Téléphone
Responsable du traitement (1)	[XXX]	[XXX]	[XXX]	[XXX]
Responsable du traitement (2)	[XXX]	[XXX]	[XXX]	[XXX]
Délégué à la protection des données (DPO)	[XXX]	[XXX]	[XXX]	[XXX]
Contact d'urgence violation RGPD (article 4.3.4.2. de la présente annexe)	[XXX]	[XXX]	[XXX]	[XXX]

2. OBJET ET DÉFINITIONS

2.1. Objet

La présente annexe vise à assurer la conformité au RGPD des traitements des données à caractère personnel engendrés par le présent cahier des charges dès le stade de la réception des offres et tout au long de la procédure.

Le paragraphe ci-dessous est à ajouter lorsque le marché implique une sous-traitance de données à caractère personnel.

Elle a également pour objet de définir les modalités selon lesquelles l'adjudicataire, sous-traitant au sens du RGPD, s'engage à effectuer, pour le compte du responsable du traitement, à savoir le pouvoir adjudicateur, le traitement des données à caractère personnel.

2.2. Définitions

Nous attirons l'attention du soumissionnaire et de l'adjudicataire que le vocabulaire utilisé dans cette annexe est sensiblement différent de celui-utilisé dans le reste du présent cahier des charges car il doit correspondre strictement au RGPD.

Pour l'application de la présente annexe, il faut entendre les notions suivantes comme suit.

« Autorité de protection des données (APD) » : autorité belge en charge de veiller à ce que le RGPD soit respecté, conformément à l'article 51 RGPD.

« Base de licéité » : fondement juridique, visé à l'article 6 RGPD, permettant de traiter des données à caractère personnel.

« DPO » : acronyme anglais pour le délégué à la protection des données visé à l'article 37 RGPD.

« Finalité » : raison concrète pour laquelle les données à caractère personnel sont traitées.

« Personne concernée » : personne visée à l'article 4, 1) RGPD, dont les données à caractère personnel sont traitées.

« Responsable de traitement » : entité visée à l'article 4, 7 RGPD, qui est en charge de la collecte et du traitement postérieur des données à caractère personnel. Ici, le pouvoir adjudicateur.

« Sous-traitant RGPD » : l'adjudicataire qui, dans le cadre de sa mission, est amené à traiter des données à caractère personnel pour le compte du pouvoir adjudicateur (par exemple, en cas de plainte de citoyens), conformément aux articles 4, 8) et 28 RGPD (par exemple, bureau d'études, avocats).

« Traitement » : toute opération visant à collecter ou à faire quelque chose avec les données à caractère personnel conformément à l'article 4, 2° RGPD

« Transfert de données à caractère personnel vers un pays tiers ou une organisation internationale » : toute communication de données à caractère personnel vers un pays tiers à l'Espace économique européen (EEE), en ce compris l'utilisation d'applications ou le stockage sur un serveur d'une nationalité étrangère à l'EEE (ex : Etats-Unis, Chine, Australie, etc.), et qui répond aux conditions du « traitement transfrontalier » visé à l'article 4,23) RGPD.

« Violation de données à caractère personnel » : toute forme de détérioration, divulgation ou de perte de données à caractère personnel conformément à l'article 4, 12) RGPD.

3. DISPOSITIONS APPLICABLES

3.1. Cadre général

Dans le cadre de leurs relations, le pouvoir adjudicateur et l'adjudicataire s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel, notamment et en particulier :

- le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 (ci-après, « **le Règlement général sur la protection des données** » ou « **RGPD** »),
- la loi du 30 juillet 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel (ci-après, « **la loi-cadre** »), et
- toute interprétation judiciaire ou administrative des textes énumérés de la présente annexe, tout(e)s guidance, lignes directrices, code de conduites, code de conduite approuvé ou mécanisme de certification approuvé émis(e)s par une autorité de contrôle compétente quelle qu'elle soit ;

dans chaque cas, tels qu'en vigueur et applicables, et, le cas échéant, modifiés, suppléés ou remplacés. Lorsque des termes définis respectivement dans le RGPD et dans les autres parties du cahier des charges figurent dans la présente Annexe, ils s'entendent au sens des définitions ci-dessus . Les présentes dispositions doivent être lues et interprétées à la lumière des dispositions du RGPD et non d'une manière contraire aux droits et obligations prévus par celui-ci.

3.2. Dispositions spécifiques à l'obligation de transparence

Le pouvoir adjudicateur (responsable du traitement dans la présente section) s'engage également à respecter les décret et ordonnance conjoints du 16 mai 2019 de la Région de Bruxelles-capitale, de la Commission communautaire commune et de la Commission communautaire française relatifs à la publicité de l'administration dans les institutions bruxelloises et, plus particulièrement leur article 6, §1^{er}, 3° et 4° d'une part, et 7 §1^{er}, alinéa 3 de l'ordonnance du 14 décembre 2017 conjointe à la Région de Bruxelles-Capitale et à la Commission communautaire commune sur la transparence des rémunérations et avantages des mandataires publics bruxellois, d'autre part, qui ont pour but, respectivement, de renforcer la transparence de l'administration en facilitant l'accès aux documents administratifs et de garantir la transparence des rémunérations et avantages des mandataires publics bruxellois.

En vertu de ces dispositions, les autorités administratives sont tenues de disposer d'un site internet mis à la disposition du public qui comprend une rubrique « transparence » aisément identifiable et qui doit contenir, au minimum, un inventaire des marchés publics conclus dans le courant de l'année précédente, comprenant la mention de l'adjudicataire et le montant engagé.

Par la signature de son offre, l'adjudicataire est dûment informé de ce que l'obligation de transparence susmentionnée implique le traitement de la donnée personnelle « identité de l'adjudicataire du marché » ou « identité de l'auteur de l'étude », pour autant qu'il s'agisse d'une personne physique identifiée ou identifiable.

Les traitements précités peuvent donner lieu à l'exercice des droits conférés par le RGPD, tels que les droits d'accès, de rectification, le droit de limiter le traitement et, le cas échéant, d'effacement de leurs données à caractère personnel, le droit de s'opposer au traitement ou le droit à la portabilité des données. Ils exercent ces droits auprès du responsable de traitement, à savoir le pouvoir adjudicateur, conformément au RGPD. Il est également possible d'introduire une plainte auprès du service des plaintes du SPRB à l'adresse plaintes@sprb.brussels, ou auprès de l'Autorité de Protection des Données (<https://www.autoriteprotectiondonnees.be>) et de prendre de contact avec le délégué à la protection des données (ci-après « DPO ») du responsable de traitement.

4. DISPOSITIONS APPLICABLES QUANT AU TRAITEMENT DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL COLLECTÉES DANS LE CADRE DE LA PROCÉDURE DE PASSATION ET D'EXÉCUTION DU MARCHÉ

4.1. Objet

Toute donnée à caractère personnel incluse dans les offres remises par les soumissionnaires, mise en œuvre comprise, ou s'y rapportant sera traitée conformément au règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE, ci-avant et ci-après « RGPD ».

La collecte des données à caractère personnel dans le cadre du présent cahier des charges et de ses annexes se fonde sur les mesures précontractuelles à prendre dans le cadre de la réglementation relative aux marchés publics. Les données à caractère personnel collectées sont celles des soumissionnaires, soit celles des soumissionnaires personnes physiques, soit celles des personnes physiques agissant au nom et pour le compte d'un soumissionnaire personne morale.

La fourniture des données à caractère personnel est obligatoire, le marché ne pouvant être attribué à défaut.

En cas de violation de données à caractère personnel conformément au point 1.2. de la présente annexe, il vous incombe de :

1. notifier la violation de données à caractère personnel à l'autorité de contrôle compétente/aux autorités de contrôle compétentes, dans les meilleurs délais après que le pouvoir adjudicateur en a eu connaissance (sauf si la violation de données à caractère personnel est peu susceptible d'engendrer un risque pour les droits et libertés des personnes physiques) ;
2. obtenir les informations suivantes qui, conformément à l'article 33, paragraphe 3, du règlement (UE) 2016/679 doivent figurer dans la notification mentionnée ci-dessus, et inclure, au moins:
 - la nature des données à caractère personnel, y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
 - les conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
 - les mesures prises ou les mesures que le pouvoir adjudicateur propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives de cette violation ;Lorsque, et dans la mesure où, il n'est pas possible de fournir toutes les informations en même temps, la notification initiale contient les informations disponibles à ce moment-là. A mesure qu'elles deviennent disponibles, les informations supplémentaires sont communiquées par la suite dans les meilleurs délais ;
3. aux fins de la satisfaction, conformément à l'article 34 du règlement (UE) 2016/679, communiquer dès que vous en avez connaissance la violation de données à caractère

personnel à la personne concernée, lorsque la violation de données à caractère personnel est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés de cette personne physique.

Lorsqu'ils remettent leurs offres, les soumissionnaires acceptent que leurs données soient traitées conformément à la présente annexe, et renonce à tout recours à cet égard.

4.2. Responsable de traitement et délégué à la protection des données

Si les soumissionnaires ou toute autre personne dont les données à caractère personnel sont traitées dans le cadre du présent cahier des charges ont des questions concernant le traitement de leurs données à caractère personnel, ils doivent s'adresser au responsable de traitement, à savoir le pouvoir adjudicateur tel que renseigné au point 1 de la présente annexe.

En tant que responsable de traitement, vous devrez veiller, s'agissant des outils, produits, applications ou services, à respecter les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

4.3. Catégories de données nécessaires pour l'attribution et /ou l'exécution du marché et finalités poursuivies

Les catégories de données traitées dans le cadre du présent cahier des charges sont celles nécessaires à l'exécution des procédures prévues dans le cadre de la réglementation relative aux marchés publics :

- Nom, Prénom ;
- coordonnées de contact : rôle(s) /fonction(s), adresse, téléphone, e-mail, immatriculations TVA et ONSS, nationalité ;
- coordonnées bancaires : numéro de compte bancaire et coordonnées bancaires ;
- formations et expériences professionnelles ;
- toute autre donnée à caractère personnel nécessitée dans le cadre des conditions de sélection, des critères d'attribution et des motifs d'exclusion d'exclusion repris dans la partie passation du présent cahier des charges.

La finalité du traitement des données à caractère personnel ainsi collectées tient à la mise en œuvre du marché régi par le présent cahier des charges, à savoir la sélection du soumissionnaire, la conclusion du marché et le suivi de son exécution et également, si nécessaire, le suivi judiciaire de l'attribution ou de l'exécution dudit marché.

4.4. Sources de données

Les données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent marché proviennent du soumissionnaire et des sources suivantes :

- Télémarc ;
- Moniteur belge ;
- ONSS ;
- Pour les soumissionnaires étrangers : des bases de données transmises par le soumissionnaire.

4.5. Destinataires des données à caractère personnel et transferts

Les destinataires suivants reçoivent communication de tout ou partie des données à caractère personnel, selon leur rôle dans le traitement de celles-ci :

- Les services relatifs aux aspects financiers du présent marché, en ce compris l'Inspection des Finances et la Cour des comptes ;
- Les plateformes utilisées pour le dépôt des offres ;
- Le ministre et les membres de son cabinet ;
- Les consultants externes désignés par le pouvoir adjudicateur et/ou les autres parties (avocats, bureaux d'études et coordinateurs sécurité-santé) ;
- Les cours et tribunaux amenés à intervenir dans le présent marché

- Les autres pouvoirs adjudicateurs dans le cadre d'un marché conjoint ;
- Les éventuels pouvoirs subsidiant ;
- [...]

Il vous appartient de sélectionner une des deux choix reprises ci-dessous et de supprimer l'autre.

Début choix 1

Les données à caractère personnel ne font l'objet d'aucun transfert vers un pays tiers (c'est-à-dire hors espace économique européen) ou à une organisation internationale. Elles sont communiquées aux destinataires suivants :

Données	Destinataire
Nom/prénom	Voir liste ci-dessus
Coordonnées de contact	idem
Coordonnées bancaires	idem
Expériences professionnelles et formations	idem
Données pour remplir les critères d'exclusions (voir point correspondant du présent csc)	idem

Fin choix 1

Début choix 2

Les données à caractère personnel font l'objet d'un ou plusieurs transfert(s) vers un pays tiers (c'est-à-dire hors espace économique européen) ou à une organisation internationale, détaillé(s) dans le tableau ci-dessous :

Données	Destinataire	Pays	Conditions permettant le transfert
Nom/prénom			
Coordonnées de contact			
Coordonnées bancaires			
Expériences professionnelles et formations			
Données pour remplir les critères d'exclusions (voir point correspondant du présent csc)			

Fin choix 2

4.6. Durée de conservation des données

Il vous appartient ici de préciser la durée de conservation pour mener à bien le marché et en gérer les conséquences éventuelles (ex : mise en œuvre de la responsabilité de l'adjudicataire), mais aussi la durée de conservation nécessaire pour les données des soumissionnaires non retenus, compte tenu d'une éventuelle défaillance de l'adjudicataire initialement choisi.

Sans préjudice de la conservation des données dans le cadre de marchés pour les ouvrages d'art, les données à caractère personnel fournies par les soumissionnaires dans le cadre du présent cahier des charges seront conservées comme suit :

- soumissionnaire ayant été choisi : ses données seront conservées pendant 10 ans à compter de la levée du dernier cautionnement et/ou de la période de garantie ;

- soumissionnaires n'ayant pas été choisis : les données à caractère personnel des soumissionnaires seront conservées pendant 10 ans à compter de l'attribution du marché.

Au cas où une procédure de recours contre l'attribution du marché serait intentée, et dans l'éventualité où elle serait plus longue que la durée initialement prévue pour la conservation des données à caractère personnel des soumissionnaires auquel le marché n'a pas été attribué, les données à caractère personnel des parties à cette procédure seront conservées jusqu'à ce qu'une décision coulée en force de chose jugée soit prononcée sur celui-ci. En cas de prescription de l'action intentée, la conservation est limitée au délai de cette prescription et ne peut, en aucun cas, dépasser vingt ans à compter du jour où s'est produit le fait qui a provoqué le dommage.

A l'échéance de ces durées, les données à caractère personnel des soumissionnaires seront supprimées.

4.7. Droits des personnes concernées

Les soumissionnaires ou leurs représentants personnes physiques pour les soumissionnaires personnes morales, disposent des mêmes droits que l'adjudicataire, tels que visés au point 2.2. *supra*. Le traitement des données à caractère personnel dans le cadre du présent cahier des charges ne produit, à l'égard des soumissionnaires et tout au long de la procédure d'attribution puis d'exécution du marché, aucune décision fondée exclusivement sur un traitement automatisé, y compris le profilage, produisant des effets juridiques la concernant ou l'affectant de manière significative de façon similaire. Le droit octroyé à la personne concernée par l'article 22 du RGPD ne trouve dès lors pas à s'appliquer.

4.8. Traitement ultérieur des données à caractère personnel

Il vous appartient de déterminer si un traitement ultérieur sera accordé aux données collectées dans le cadre du marché, et de choisir une des deux options reprises ci-dessous et de supprimer l'autre.

Le pouvoir adjudicateur a l'intention d'effectuer un traitement ultérieur des données à caractère personnel pour une finalité autre que celle pour laquelle les données sont collectées. Les informations au sujet de cette autre finalité et toute autre information pertinente sont fournies ci-dessous :

- [XXX].

5. DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE MARCHÉ DE SOUS-TRAITANCE IMPLIQUANT LE TRAITEMENT DE DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

Les clauses qui suivent ne doivent être reprises QUE SI le marché public que vous allez lancer IMPLIQUE la sous-traitance de données à caractère personnel par l'adjudicataire (sous-traitant RGPD), pour le compte du pouvoir adjudicateur (responsable de traitement).

A cet égard, il vous faut garder à l'esprit que :

- le fait, dans le cadre de la conclusion d'un contrat/du lancement d'un marché, d'échanger des e-mails – et donc des données à caractère personnel – avec un représentant de l'adjudicataire, ne signifie pas que le marché implique la sous-traitance de données à caractère personnel ;
- ce qu'il vous appartient de vérifier, c'est si l'objet du marché implique la sous-traitance de données à caractère personnel ou si cet objet ne peut être réalisé sans une telle sous-traitance.

Si l'objet du marché que vous concluez/avez conclu n'implique pas la sous-traitance de données à caractère personnel, les clauses RGPD de sous-traitance ne doivent pas être utilisées. En cas de doute, consultez les data stewards ou, à défaut, le délégué à la protection des données (DPO) du pouvoir adjudicateur.

Si le traitement de données à caractère personnel que vous envisagez de sous-traiter présente un niveau de risque élevé (tout traitement nécessitant de réaliser une analyse d'impact sur la protection des données) ou approchant ce niveau (traitement de données sensibles par exemple), un conseil plus spécifique devrait être demandé au DPO via la chaîne de communication mise en place, afin de prévoir des exigences plus adaptées en matière de sécurité du traitement.

5.1. Champ d'application

La présente section porte sur les traitements de données à caractère personnel dans le cadre de l'exécution du marché.

Dès lors que les traitements de données à caractère personnel sont régis par le Règlement général sur la protection des données (RGPD), le pouvoir adjudicateur et l'adjudicataire seront, dans la présente section, conformément au rôle qu'ils exercent au regard du présent cahier des charges, respectivement dénommés « **le responsable du traitement** » et « **le sous-traitant RGPD** ».

La présente section a pour objet de définir les conditions auxquelles le sous-traitant RGPD s'engage à effectuer, pour le compte du responsable de traitement, les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après, selon les instructions reçues du responsable de traitement.

En cas de contradiction entre les présentes clauses et les dispositions des accords connexes qui existent entre les parties au moment où les présentes clauses sont convenues ou qui sont conclus ultérieurement, les présentes clauses prévaudront.

5.2. Description du traitement faisant l'objet de sous-traitance

Le sous-traitant RGPD est autorisé à traiter pour le compte du responsable de traitement les données à caractère personnel nécessaires pour fournir le ou les service(s) suivant(s) :

Il vous appartient ici de remplir chaque colonne du tableau, selon les indications énoncées en rouge.

	<p>La ou les finalité(s) du marché sont : Indiquer le but dans lequel le marché est conclu.</p> <p>Ex : Réalisation de travaux</p>	<p>La nature des opérations réalisées sur les données est : Préciser ce que vous attendez du Le sous-traitant RGPD dans le cadre du marché. (Ex : enregistrement et/ou tri et/ou diffusion des données, etc.).</p> <p>Ex : Collecter et transmettre à BM</p>	<p>Les données à caractère personnel traitées sont : Indiquer quel type de données seront ou pourraient être traitées en l'espèce (Ex : un nom, un prénom, une adresse e-mail, une adresse postale, etc.).</p> <p>Ex : Nom, prénom et coordonnées contact</p>	<p>Les catégories de personnes concernées sont : Choisir les catégories de personnes visées : organismes administratifs autonomes (OAA) ; citoyens ; sociétés ; prestataires de services ; agents (y compris les ex-agents ou candidats) ; mandataires publics, officiels, fonctionnaires. Au besoin, précisez les catégories de personnes avec des termes plus spécifiques.</p> <p>Toute personne prenant contact avec le soumissionnaire (sous-traitant RGPD) et/ou ses sous-traitants</p> <p>Stagiaires engagés pour la réalisation</p>
--	--	--	---	--

				de la mission confiée suite à une clause sociale
1.	[...]¹	[...]	[...]	[...]
2.	[...]	[...]	[...]	[...]

Le sous-traitant RGPD traite toujours et exclusivement les données à caractère personnel au nom et pour le compte du responsable de traitement en exécution du présent cahier des charges et en aucun cas pour son propre compte ou celui de tiers.

Pour l'exécution de la présente section, le responsable de traitement met à la disposition du sous-traitant RGPD les documents nécessaires suivants :

Il vous appartient ici de préciser les documents que vous mettez à la disposition du sous-traitant RGPD pour l'exécution de sa mission (Ex: formulaire des clauses sociales, formulaire spécifique, une instruction particulière (manuel ou autre), etc.). Si l'exécution de cette mission n'implique pas la remise de documents particuliers, cette phrase peut être supprimée dans son entièreté.

- [XXX]
- [XXX]

5.3. Obligations du sous-traitant RGPD vis-à-vis du responsable de traitement

5.3.1. Obligations générales

Le sous-traitant RGPD s'engage à :

1. traiter les données à caractère personnel mises à sa disposition par le responsable de traitement et/ou collectées par le sous-traitant RGPD au nom et pour le compte du responsable de traitement dans l'exercice de la mission définie au point 4.2 de la présente annexe, uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s) qui fait/font l'objet de la sous-traitance ;
 2. traiter les données à caractère personnel mises à sa disposition par le responsable de traitement et/ou collectées par sous-traitant RGPD au nom et pour le compte du responsable de traitement dans l'exercice de la mission définie au point 4.2 de la présente annexe, [conformément aux instructions documentées du responsable de traitement figurant en annexe [X] du présent cahier des charges, et en tous les cas,] conformément aux instructions que le responsable de traitement ou la personne qu'il désigne pour ce faire (à savoir : [...]) , communiquera au sous-traitant RGPD dans le courant de l'exécution du marché. Ainsi, tout transfert de données vers un pays tiers ou une organisation internationale par le sous-traitant RGPD n'est effectué que sur la base d'instructions documentées du responsable de traitement ou afin de satisfaire à une exigence spécifique du droit de l'Union ou du droit de l'État membre à laquelle - le sous-traitant RGPD est soumis, et s'effectue conformément au chapitre V RGPD.
- Si vous entendez remettre des instructions documentées, vous êtes tenu de les mettre à disposition dans les documents publiés du marché. Il convient alors de maintenir la phrase en**

¹ Voici la liste parmi laquelle choisir les finalités du marché : marketing direct ; commerce de renseignements commerciaux ; administration du personnel et des personnes intermédiaires ; gestion du personnel et des personnes intermédiaires ; planning de travail ; contrôle sur le lieu de travail ; gestion des clients ; lutte contre la fraude et les infractions de la clientèle ; gestion des contestations ; gestion des fournisseurs ; relations publiques ; informations technico-commerciales ; enregistrement et administration des actionnaires ou associés ; administration des membres ; sécurisation ; gestion de litiges ; protection de la société, du propre secteur ou de l'organisation ; cadastre ; autorité administrative ; recherche ; autre finalité (à décrire).

gris de la présente annexe (et de préciser l'annexe concernée). A défaut, la phrase en gris peut être supprimée, mais il faut à tout le moins indiquer le nom de la ou des personne(s), ou de la ou les direction(s), ou de la ou des fonction(s), qui en tant que représentants du responsable de traitement, seront autorisées à donner des instructions au sous-traitant RGPD en cours d'exécution de marché, sachant que le sous-traitant RGPD ne devra se conformer qu'aux instructions de ce celui/ce que vous mentionnerez ici.

Si le sous-traitant RGPD considère qu'une instruction, reçue par le biais des présentes clauses ou en cours d'exécution du marché, constitue une violation du RGPD ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relative à la protection des données à caractère personnel, il en informe immédiatement et par e-mail la personne compétente et le data steward de l'administration concernée

Il vous appartient de déterminer ci-dessous les deux délais en question, en mettant en balance le temps que vous vous accordez pour garantir le respect du RGPD et le délai que vous accordez à l'exécution du marché.

Le responsable de traitement accuse réception de l'information dans un délai de 15 jours. Au plus tard 30 jours après avoir accusé réception de l'information, le responsable de traitement, s'il confirme que l'instruction donnée est contraire au RGPD, reformule ou annule l'instruction litigieuse. S'il considère en revanche que l'instruction donnée n'est pas contraire au RGPD, il le fait savoir dans le même délai par écrit à le sous-traitant RGPD.

En outre, si le sous-traitant RGPD est tenu de traiter des données à caractère personnel, non pas en vertu des instructions documentées du responsable de traitement mais en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'Etat membre auquel il est soumis, il doit informer le responsable de traitement de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public ;

3. veiller à ce que les données à caractère personnel soient exactes et à jour, en informant sans délai le responsable de traitement si le sous-traitant RGPD apprend que les données à caractère personnel qu'il traite sont inexactes ou sont devenues obsolètes ;
4. garantir la confidentialité des données à caractère personnel mises à sa disposition par le responsable de traitement et/ou collectées par le sous-traitant RGPD au nom et pour le compte du responsable de traitement dans l'exercice de la mission définie au point 4.2 de la présente annexe et traitées dans le cadre du marché auquel le présent cahier des charges se rapporte ;
5. n'accorder aux membres de son personnel l'accès aux données à caractère personnel faisant l'objet du traitement que dans la mesure strictement nécessaire à l'exécution, à la gestion et au suivi du marché. Il veille à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent cahier des charges :
 - s'engagent à respecter la confidentialité des données à caractère personnel ou qu'elles soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité desdites données et la respectent ;
 - reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel ;
6. prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

5.3.2. Sous-traitance ultérieure

Le sous-traitant RGPD n'est pas autorisé à faire appel à un autre sous-traitant pour mener des activités de traitement spécifiques.

5.3.3. Exercice des droits des personnes

Le sous-traitant RGPD informe sans délai le responsable de traitement de toute demande qu'il a reçue de la part de la personne concernée.

Le sous-traitant RGPD doit, compte tenu de la nature du traitement, aider le responsable de traitement, par des mesures techniques et organisationnelles appropriées et, dans toute la mesure du possible et à ses propres frais, à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes dont les personnes concernées et ce, que celles-ci le saisissent directement ou qu'elles saisissent le responsable de traitement, en vue d'exercer leurs droits prévus au titre III *Droits de la personne concernée* du RGPD. Il ne donne pas lui-même suite à cette demande, à moins que le responsable de traitement ne l'y ait autorisé.

Cette aide s'entend notamment dans la mesure suivante :

- 1° Le sous-traitant RGPD auquel une demande à propos de l'exercice d'un ou plusieurs des droits visés aux articles suivants du RGPD est adressée directement, fait **immédiatement** suivre cette demande au responsable de traitement, [avec copie aux adresses (...)]. Ces droits sont les suivants, et seront fonction du cas d'espèce :

- 15 *Droit d'accès de la personne concernée*
- 16 *Droit de rectification*
- 17 *Droit à l'effacement (« droit à l'oubli »)*
- 18 *Droit à la limitation du traitement*
- 20 *Droit à la portabilité des données*
- 21 *Droit d'opposition*
- 22 *Décision individuelle automatisée, y compris le profilage*

Lors de la transmission de la demande au responsable de traitement, le sous-traitant RGPD peut proposer une réponse contenant tous les éléments dont il dispose et qui permet de répondre à la personne concernée.

Le responsable de traitement peut ensuite choisir de répondre lui-même à la demande ou de charger le sous-traitant RGPD de transmettre le projet de réponse, validé par ses soins, à la personne concernée au nom et pour le compte du responsable de traitement et dans les délais prévus par le RGPD.

Lors de la transmission de la demande au responsable de traitement, le sous-traitant RGPD fournit par ailleurs, toutes les données à caractère personnel dont il dispose et qui sont nécessaires au responsable de traitement pour s'acquitter de son obligation de donner suite à une demande d'exercice de droits.

- 2° Que cela fasse suite à une demande d'exercice des droits adressée directement au responsable de traitement ou au suivi de la situation visée de la présente annexe, le sous-traitant RGPD donne suite, **dans un délai n'excédant pas 15 jours calendaires**, à toute instruction documentée du responsable de traitement relative à l'exercice des droits des personnes concernées.

Il vous appartient de définir un délai raisonnable de la présente annexe, sachant que le délai total pour répondre à une demande d'exercice des droits est d'un mois. Un délai de 15 jours est conseillé. A l'expiration de ce délai, des amendes spéciales sont à prévoir.

5.3.4. Notification des violations de données à caractère personnel

5.3.4.1. Violations de données traitées par le responsable de traitement

En cas de violation de données à caractère personnel en rapport avec des données traitées par le responsable de traitement, le sous-traitant RGPD prête assistance au responsable de traitement :

1. aux fins de la notification de la violation de données à caractère personnel à l'autorité de contrôle compétente/aux autorités de contrôle compétentes, dans les meilleurs délais après

que le responsable de traitement en a eu connaissance, le cas échéant (sauf si la violation de données à caractère personnel est peu susceptible d'engendrer un risque pour les droits et libertés des personnes physiques) ;

2. aux fins de l'obtention des informations suivantes qui, conformément à l'article 33, paragraphe 3, du règlement (UE) 2016/679 doivent figurer dans la notification du responsable de traitement, et inclure, au moins:

- la nature des données à caractère personnel, y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- les conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- les mesures prises ou les mesures que le responsable de traitement propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives

Lorsque, et dans la mesure où, il n'est pas possible de fournir toutes les informations en même temps, la notification initiale contient les informations disponibles à ce moment-là et, à mesure qu'elles deviennent disponibles, les informations supplémentaires sont communiquées par la suite dans les meilleurs délais.

3. aux fins de la satisfaction, conformément à l'article 34 du règlement (UE) 2016/679, de l'obligation de communiquer dès qu'il en a connaissance la violation de données à caractère personnel à la personne concernée, lorsque la violation de données à caractère personnel est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés des personnes physiques.

5.3.4.2. Violations de données traitées par le sous-traitant RGPD

Le sous-traitant RGPD (adjudicataire au sens de la loi sur les marchés publics) notifie au responsable de traitement le plus rapidement possible, et au plus tard 24 heures après en avoir pris connaissance, toute violation de données à caractère personnel dont il a connaissance. Il doit pour ce faire contacter le fonctionnaire dirigeant en veillant à mettre en copie le délégué à la protection des données de l'adjudicateur [indiquer le contact pertinent].

En cas de notification urgente (notamment la veille de week-end ou de jour férié), contact peut être parallèlement pris par téléphone (02/ 204.10.00 de 8h00 à 17h30 les jours ouvrables).

Cette notification est accompagnée de toute documentation utile selon l'article 33.3 du RGPD afin de permettre, le cas échéant, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

Le responsable de traitement doit accuser réception de l'information dans les meilleurs délais.

Le responsable de traitement doit ensuite analyser si la violation en question est ou non susceptible d'engendrer un risque pour les droits et libertés des personnes physiques.

Dans l'affirmative, le responsable de traitement peut confier au sous-traitant RGPD les tâches suivantes.

1. Notifier à l'autorité de contrôle compétente (l'Autorité de protection des données- « APD »), au nom et pour le compte du responsable de traitement, les violations de données à caractère personnel dans les meilleurs délais et, si possible, 72 heures au plus tard dans la mesure du possible après en avoir pris connaissance.

La notification contient au moins :

- La description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- Le nom et les coordonnées du DPO ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- La description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;

- La description des mesures prises ou que le responsable de traitement propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.
- Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.
2. Communiquer à la (les) personne(s) concernée(s), au nom et pour le compte du responsable de traitement, la violation de données à caractère personnel, dans les meilleurs délais.
- La communication à la personne concernée décrit, en des termes clairs et simples, la nature de la violation de données à caractère personnel et contient au moins :
- Le nom et les coordonnées du DPO ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
 - La description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
 - La description des mesures prises ou que le responsable de traitement propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Le responsable de traitement peut également choisir de notifier lui-même les violations de données à caractère personnel à l'APD ou communiquer lui-même ces mêmes violations aux personnes concernées. Il s'agit d'une décision qu'il prendra au cas par cas.

5.3.5. Aide du sous-traitant RGPD pour la réalisation des analyses d'impact

Le sous-traitant RGPD aide, à ses frais, le responsable de traitement pour la réalisation d'analyses d'impact relatives à la protection des données et/ou pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle, en lien avec le marché.

5.3.6. Mesures de sécurité

En application de l'article 32 du RGPD, le sous-traitant RGPD (adjudicataire au sens de la loi sur les marchés publics) s'engage à mettre en œuvre les mesures techniques et organisationnelles appropriées afin de garantir un niveau de sécurité adapté au risque et de contribuer à la prévention et à la détection de toute violation des données à caractère personnel mises à sa disposition par le responsable de traitement et/ou collectées par le sous-traitant RGPD au nom et pour le compte du responsable de traitement.

Le sous-traitant RGPD doit prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

Ces mesures comprennent notamment :

- la pseudonymisation des données à caractère personnel, au moins lorsque les instructions documentées du responsable de traitement la prévoient ;
- le chiffrement des données à caractère personnel, dès qu'il est possible de le mettre en œuvre ;
- des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constante des systèmes et des services de traitement ;
- des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans un délai de [X heures/jours à déterminer selon vos besoins] en cas d'incident physique ou technique ;
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement. Pour plus d'information à cet égard, consulter le document « Recommandation n° 06/2017 » du 14 juin

2017 de la Commission de la protection de la vie privée relative au Registre des activités de traitements (article 30 du RGPD) (demande CO-AR-2017-011).

Ces mesures de sécurité doivent tendre à respecter les mesures de sécurité prévues par les normes ISO 27001 ainsi que par toute autre norme pertinente, ajoutée par annexe du présent cahier des charges le cas échéant.

Les exigences minimales sont les suivantes :

1. tout système informatique utilisé pour le traitement des données à caractère personnel doit être :
 - équipé d'un système d'exploitation supporté par son éditeur, régulièrement mis à jour et doté des derniers correctifs de sécurité ;
 - protégé par un système antivirus à jour et par un pare-feu (firewall) ;
2. l'accès est limité aux systèmes concernés et les comptes utilisateurs sont nommés ;
3. l'utilisation dans un lieu public ou via une connexion réseau non sécurisée (par ex. Wi-Fi public) n'est pas autorisée ;
4. toutes les activités et tous les accès sont enregistrés, surveillés et analysés ;
5. les données sont effacées/détruites de manière sécurisée (application d'une méthode de « data sanitization » pour l'effacement des données à caractère personnel d'un support de mémoire ; application de la classe de sécurité 2 ou 3 de la norme DIN 66399 pour la destruction de supports contenant des données à caractère personnel).

Le sous-traitant RGPD documente, dans son offre, les mesures techniques et organisationnelles concrètes qu'il s'engage à prendre afin de garantir un niveau de sécurité adapté aux risques inhérents au(x) traitement(s).

Il vous appartiendra, au moment d'attribuer le marché, d'évaluer l'ensemble des documents liés au niveau de sécurité qu'il vous aura communiqués. Le fait qu'il n'y ait qu'un seul soumissionnaire ne permet pas de justifier qu'il soit choisi : le choix du sous-traitant RGPD doit malgré tout être documenté (par rapport au risque et à la capacité de respecter le RGPD et le droit des personnes). En cas de doute sur ce point, n'hésitez surtout pas à prendre contact avec le DPO ou la cellule sécurité de l'information. S'il en dispose, cette documentation inclut toute certification pertinente en la matière (certification ISO 27001, application d'un code de conduite approuvé comme le prévoit l'article 40 du RGPD ou d'un mécanisme de certification comme le prévoit l'article 42 du RGPD, etc.).

5.3.7. Sort des données à caractère personnel

A l'issue de la mission définie au point 4.2 de la présente annexe ainsi que dans le cas d'une résiliation du marché, le sous-traitant RGPD s'engage, au choix du responsable de traitement et selon les instructions documentées de celui-ci, à renvoyer toutes les données à caractère personnel au responsable de traitement.

Le sous-traitant RGPD restituera immédiatement l'ensemble des données à caractère personnel au responsable de traitement, ou à l'autre sous-traitant RGPD désigné par le responsable de traitement à cette fin, dans un format structuré, couramment utilisé et lisible (de manière numérique) et n'en conservera aucune copie physique ou électronique. Cette restitution aura lieu le plus rapidement possible, et au plus tard dans un délai de 10 jours à compter de la réception provisoire de la mission définie au point 4.2 de la présente annexe ou de la résiliation du marché.

Le sous-traitant RGPD ne peut soumettre cette restitution à aucune condition.

Après confirmation écrite par le responsable de traitement qu'il a bien récupéré les données, le sous-traitant RGPD supprimera toutes les données à caractère personnel, ainsi que les copies existantes, à moins que la conservation des données à caractère personnel ne soit requise en vertu de la réglementation européenne et/ou belge ou d'un État membre.

Le sous-traitant RGPD doit prouver que les données à caractère personnel ont été détruites et doit également le confirmer par écrit. En cas de doute, le responsable de traitement peut demander au sous-traitant RGPD de présenter un certificat attestant de cette destruction par un tiers professionnel. Les coûts impliqués sont à la charge du sous-traitant RGPD.

Le sous-traitant RGPD informera le responsable de traitement des données qu'il conserve en vertu de ses obligations légales, de la durée de cette conservation, ainsi que du sort des données.

5.3.9. Délégué à la protection des données (DPO)

Le sous-traitant RGPD communique, dans les 30 jours à compter de la notification d'adjudication du marché, le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du RGPD, ou du point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues.

5.3.10. Registre des catégories d'activités de traitement

Le sous-traitant RGPD (adjudicataire au sens de la loi sur les marchés publics) déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte du responsable de traitement, comprenant :

1. le nom et les coordonnées du responsable de traitement pour le compte duquel il agit, des éventuels sous-traitants et, le cas échéant, du DPO ;
2. les catégories de traitements effectués pour le compte du responsable de traitement ;
3. le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou vers une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et, dans le cas des transferts visés à l'article 49, paragraphe 1, deuxième alinéa du RGPD, les documents attestant de l'existence de garanties appropriées ;
4. dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles mises en place conformément au point 4.3.6.

5.3.11. Documentation

Les parties doivent pouvoir démontrer la conformité avec les présentes clauses.

À la demande du responsable de traitement, le sous-traitant RGPD accepte et collabore aux audits et inspections de ses activités de traitement des données à caractère personnel, de sorte que le responsable de traitement puisse vérifier s'il remplit ses obligations découlant de la présente section du cahier des charges et des lois applicables en matière de protection des données (RGPD et lois nationales).

Lorsqu'il décide d'un examen ou d'un audit, le responsable de traitement peut tenir compte des certifications pertinentes en possession du sous-traitant RGPD.

Le responsable de traitement peut réaliser lui-même ces audits et inspections ou mandater un tiers à cet effet. Si le responsable de traitement mandate un tiers, celui-ci ne peut être un concurrent direct du sous-traitant RGPD et doit accepter d'être lié par des obligations de confidentialité qui ne sont pas moins protectrices que celles prévues dans le présent cahier des charges. Les frais de l'audit sont à la charge du responsable de traitement à l'origine de l'audit, sauf pour les frais du personnel mis à disposition pour que l'audit ait lieu dans les meilleures conditions, qui restent aux frais du sous-traitant RGPD dont le personnel dépend.

Le sous-traitant RGPD met à la disposition du responsable de traitement la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par le responsable de traitement ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits. Les audits peuvent également comprendre des inspections dans les locaux ou les installations physiques du sous-traitant RGPD et sont, le cas échéant, effectués moyennant un préavis raisonnable.

Les parties mettent à la disposition de l'autorité de contrôle compétente/des autorités de contrôle compétentes, dès que celles-ci en font la demande, les informations énoncées dans la présente clause, y compris les résultats de tout audit.

5.4. Obligations du responsable de traitement vis-à-vis du sous-traitant RGPD

Le responsable de traitement s'engage à :

1. fournir au sous-traitant RGPD (adjudicataire au sens de la loi sur les marchés publics) les données visées, le cas échéant, au point 4.2 de la présente annexe ;
2. remplir ses propres obligations en matière de sécurité du traitement ;
3. documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données à caractère personnel par le sous-traitant RGPD, en ce compris dans le cas où le sous-traitant RGPD collecte lui-même les données à caractère personnel sur demande du responsable de traitement ;
4. faire des efforts raisonnables, au préalable et pendant toute la durée du traitement, pour s'assurer que le sous-traitant RGPD se conformera aux obligations prévues par le RGPD. Toutefois, le sous-traitant RGPD demeure responsable du respect de ses propres obligations en vertu du RGPD ;
5. avertir le sous-traitant RGPD si les mesures techniques et organisationnelles que celui-ci s'engage à prendre afin de garantir un niveau de sécurité adapté aux risques inhérents au(x) traitement(s) lui semble ne pas être ou ne plus être suffisantes, afin qu'il puisse être remédié de commun accord à une telle situation ;
6. superviser le traitement, en réalisant le cas échéant des audits et des inspections auprès de le sous-traitant RGPD ;
7. fournir aux personnes concernées par les opérations de traitement toutes les informations liées aux droits qui leur reviennent en application du RGPD, selon les articles 13 et/ou 14 du RGPD, ou confier au sous-traitant RGPD le soin de les fournir au nom et pour le compte du responsable de traitement, sur base d'instructions documentées.

5.5. Conformité

Le sous-traitant RGPD est en conformité avec ses obligations découlant du RGPD et des autres normes applicables en matière de protection des données conformément au prescrit de l'article 28 RGPD.

5.6. Confidentialité

L'obligation de confidentialité applicable au présent cahier des charges en application de l'article 18 de l'AR du 14 janvier 2013 trouve également à s'appliquer aux données à caractère personnel dont le sous-traitant RGPD a connaissance dans le cadre de l'exécution du marché.

Le sous-traitant RGPD doit prendre toutes les mesures nécessaires pour que le caractère confidentiel des données à caractère personnel soit conservé par le sous-traitant RGPD lui-même et par quiconque y a accès.

Le sous-traitant RGPD inclut également cette obligation de confidentialité relative aux données à caractère personnel, le cas échéant, dans les marchés conclus avec les sous-traitants.

5.7. Durée et résiliation pour ce qui concerne les données à caractère personnel

La présente section du cahier des charges reste en vigueur aussi longtemps que les données à caractère personnel sont traitées par le sous-traitant RGPD pour le compte du responsable de traitement. Elle prend fin avec la cessation de la dernière activité de traitement, à l'exception de la clause de confidentialité qui restera en vigueur après la cessation du présent cahier des charges, et des dispositions relatives à la conservation des données à caractère personnel.

Si, pour quelque raison que ce soit, l'une des parties ne respecte pas ses obligations en vertu des présentes dispositions relatives à la protection des données, elle s'engage à en informer immédiatement l'autre partie. Dans ce cas, cette dernière a le droit de suspendre la communication des données à caractère personnel.

Le responsable de traitement est en droit de résilier le marché unilatéralement, conformément à l'article 47 de l'AR RGE, dans la seule mesure où il concerne le traitement de données à caractère personnel conformément aux présentes clauses si:

- le traitement de données à caractère personnel par le sous-traitant RGPD a été suspendu par le responsable de traitement et le respect des présentes clauses n'est pas rétabli dans un délai raisonnable et, en tout état de cause, dans un délai d'un mois à compter de la suspension ;

- le sous-traitant RGPD est en violation grave ou persistante des présentes clauses ou des obligations qui lui incombent en vertu du RGPD ;
- le sous-traitant RGPD ne se conforme pas à une décision contraignante d'une juridiction compétente ou de l'autorité de contrôle compétente/des autorités de contrôle compétentes concernant les obligations qui lui incombent en vertu des présentes clauses ou du RGPD ;

Le sous-traitant RGPD est en droit de résilier le marché, dans la seule mesure où il concerne le traitement de données à caractère personnel en vertu des présentes clauses lorsque, après avoir informé le responsable de traitement que ses instructions constituent une violation du RGPD ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relative à la protection des données à caractère personnel, le responsable de traitement insiste pour que ses instructions soient suivies.

A l'issue de la mission définie au point 4.2. de la présente annexe ainsi qu'en cas de résiliation du marché, le sort des données à caractère personnel sera réglé conformément aux dispositions du point 4.3.7 de la présente annexe.

5.8. Variation et révision des dispositions relatives aux données à caractère personnel

Toute modification substantielle de la présente section impliquera un réexamen de la pertinence des dispositions relatives à la protection des données à caractère personnel et de leur mise œuvre en vue d'une amélioration constante et d'une volonté que la présente section reste un outil utile pour les Parties.

Après la clôture de la gestion d'une violation de données à caractère personnel, les dispositions relatives à la protection desdites données seront réexaminées afin de déterminer les éventuelles modifications à apporter pour éviter toute nouvelle violation.

5.9. Intégralité de l'accord

La présente section constitue l'intégralité de l'accord entre les parties en ce qui concerne les traitements visés du point 4.2. de la présente annexe. Elle annule et remplace tous les accords, promesses, assurances et garanties antérieurs, représentations et ententes entre les parties, écrites ou orales, relatifs à son objet.

5.10. Réparation et responsabilité des parties au regard du RGPD

5.10.1. Droit à réparation

La réparation du dommage matériel ou moral subi par un tiers du fait d'une violation du RGPD est régie par l'article 82 du RGPD.

5.10.2. Responsabilité

Les responsabilités du responsable de traitement et du sous-traitant RGPD (adjudicataire au sens de la loi sur les marchés publics) sont régies par l'article 82 du RGPD.

Le responsable de traitement n'est en aucun cas responsable des dommages causés à des personnes dans le cadre de l'exécution de la mission visée au point 4.2. de la présente annexe, dès lors qu'il prouve que le fait qui a provoqué le dommage ne lui est nullement imputable.

Toute plainte introduite à l'égard du responsable de traitement, relative à une violation du RGPD du fait du sous-traitant RGPD, a pour conséquence que le sous-traitant RGPD doit fournir à la première requête du responsable de traitement toute information et assistance au responsable de traitement. Cela implique notamment l'intervention volontaire dans une procédure judiciaire, pour permettre au responsable de traitement d'organiser sa défense, ou l'indemnisation du responsable de traitement de tous dommages, honoraires (tel que les frais d'avocats et d'experts), frais et amendes que le responsable de traitement devra payer en relation avec une telle plainte.

5.10.3. Pénalités en cas d'irrespect des dispositions

Sans préjudice de l'application des législations en vigueur en la matière et conformément à l'article 45 de l'AR RGE, tout manquement aux dispositions précitées, donnera lieu, à charge du sous-traitant RGPD, à une pénalité spéciale à hauteur de 200 € par manquement et par jour, à partir du jour où le délai mentionné est expiré, et jusqu'à la mise en conformité.